

Nouvelles locales du mardi 1er mai 2012

@rib News, 01/05/2012 Spéciale célébration au Burundi de la journée internationale du travail Le Burundi, comme tout autre pays du monde, a célébré mardi la journée du travail. A la veille de cette célébration, le président de la République Pierre Nkurunziza a annoncé une série de mesures de lutte contre la vie chère. Du 15 mai au 31 décembre 2012, les taxes douanières sur des denrées alimentaires qui entrent au pays sont supprimées, a annoncé le chef de l'Etat. Dans cette même optique de lutte contre la vie chère, Nkurunziza a fait savoir que la police et l'administration vont supprimer tous les points de rencontres, connus au Burundi sous le nom «A ligala A», des gens qui ne veulent pas travailler car, selon lui, ce sont ces personnes qui sont à l'origine du banditisme que connaît le pays. En plus, le gouvernement va initier des mesures d'austérité comme les autres pays du monde dans le but de sauver l'économie du pays, a annoncé le président. Les organisations syndicales n'ont pas tardé à réagir à ces annonces. Dans son discours de la journée de ce mardi 1er mai 2012, la vice-présidente de la confédération syndicale du Burundi (COSYBU), Mme Eularie Nibizi, s'est montrée satisfaite par cette mesure salubre de supprimer les taxes sur des aliments pour que la population car les conditions de vie se détériorent du jour au lendemain. Selon Mme Nibizi, sans doute que les prix des denrées alimentaires vont diminuer dans les prochains jours. Elle souligne cependant que le gouvernement devrait mettre en place des mécanismes de lutte contre les spéculations des commerçants. Mais il y a beaucoup d'autres revendications que les syndicats d'ailleurs ont déjà commencé à réclamer ces derniers jours. Selon Mme Nibizi, lors du début de la campagne contre la vie chère, il y a quelques mois, les organisations syndicales et la société civile avaient demandé que les grands dignitaires payent eux-aussi l'impôt personnel sur les revenus (IPR), et la mise en place d'un code de dialogue dans lequel les problèmes soulevés par ces organisations seront étudiés. Ces mêmes organisations soulignent actuellement que rien n'est pas encore fait dans le but de répondre à leurs interrogations. Mme Nibizi, a déploré que, depuis un certain temps, les employeurs ont intimidé les travailleurs qui ont grévés alors que la grève est l'un des moyens légaux pour dire non ou forcer le Gouvernement à prendre des actions urgentes. En outre, les syndicats du Burundi trouvent également que certains employeurs ou travailleurs font face aux difficultés de la vie après que leur employeur leur ait renvoyé d'une façon injuste. Selon ces organisations, il y a par exemple le cas de Juvenal Rududura, un travailleur de la justice, licencié depuis au moins trois ans, qui est dans la rue, pour avoir dénoncé la présence de la corruption au ministère de la justice. En plus, la COSYBU affirme que depuis un certain temps, les travailleurs de certains secteurs sont intimidés par leurs employeurs, en soulignant aussi que le droit à la grève est un droit garanti et qu'ils l'utilisent quand tous les autres moyens sont épuisés. Le COSYBU a également fait savoir que le recrutement des travailleurs se fait actuellement après versement de pots de vins ou par nepotisme. Pire encore, il évoque les syndicats du Burundi, il y a des cas de manque de séparation de postes techniques et des postes politiques au Burundi, fustigeant ainsi un recensement ethnique fait par le Gouvernement dans certains endroits. Ces syndicats ont aussi demandé que la politique d'égalité des salaires soit mise en application dans les prochains jours, la fin des pots de vin dans les recrutements, la séparation des postes techniques des postes politiques, la révision des techniques agricoles, la révision des programmes d'enseignement et autres pour que le pays recouvre son image d'antan. Entre temps, les syndicats ont fait savoir que certains des travailleurs de l'Etat sont dans la galère suite aux mesures de privatisation initiées par le Gouvernement. C'est le cas par exemple du personnel de la radio de production pédagogique (RPP). Les confédérations syndicales ne comprennent pas comment une organisation peut être liquidée par le gouvernement jusqu'à ce que celle-ci ferme ses portes alors qu'elle possède des machines appropriées et qui sont en bonne état. Les syndicats évoquent aussi le manque d'indemnité de licenciement des travailleurs comme c'est le cas à la SODECO-Gitega, où plus de 70 personnes seront dans la galère suite à la perte de leur travail, après que leur entreprise ait été privatisée par le Gouvernement. En ce qui est de la sécurité, les syndicats se montrent inquiets par la montée des violences et surtout la montée des assassinats ciblés, à caractère politique que le pays enregistre ces derniers jours. Notons que la fête du travail a été célébrée ce mardi dans presque tout le pays. Le président de la République et un grand nombre de ministres étaient à Mwaro, au centre du pays, le 2^e vice-président était à Bujumbura, tandis que le président du Sénat était à Makamba. Lors de ces cérémonies à Mwaro, le Chef de l'Etat a primé sa femme, des journalistes de la RTNB qui n'ont pas participé à la grève générale du mois de mars, et d'autres travailleurs dont toute la direction de la SOSUMO. [JM]